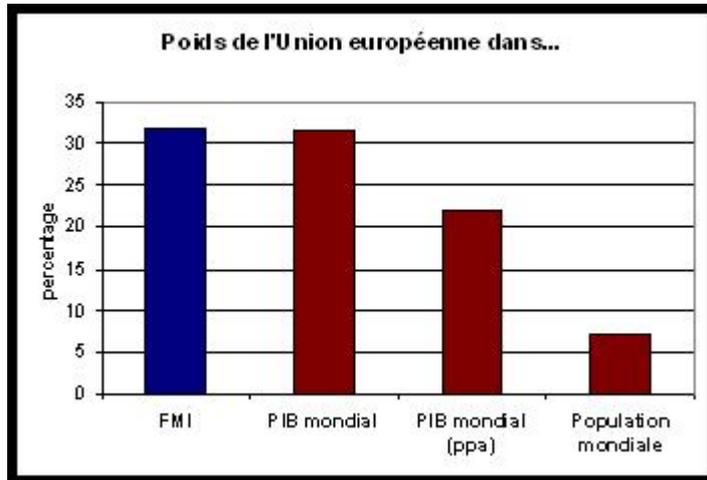


JEAN PISANI-FERRY

L'Europe va devoir choisir entre le pouvoir et ses apparences



Les argentiers du monde qui convergent ce week-end vers Singapour pour les assemblées annuelles du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale vont, comme à l'accoutumée, traiter des problèmes économiques du moment : les risques sur la croissance, les déséquilibres mondiaux, le pétrole. Mais il vont aussi y jouer la première manche d'une partie conflictuelle, dont le perdant a déjà été désigné - l'Europe.

L'enjeu est le pouvoir au sein du FMI (et de la Banque mondiale). Contrairement à l'ONU où chaque pays détient une voix, on y vote selon son poids économique. La formule de calcul est complexe et changeante, et comporte une grosse pincée de jugement politique (la France et le Royaume-Uni pèsent ainsi exactement autant l'une que l'autre). Les plus grands pays sont, aussi, ceux qui siègent autour de la table et participent directement aux décisions. Les autres sont représentés.

A voir la répartition des votes et des sièges, on croirait volontiers que le FMI est sous influence européenne : les pays de l'UE y pèsent un peu moins d'un tiers des voix et des sièges, bien avant les Etats-Unis qui ont moitié moins de votes et un seul siège sur 24. En réalité, cependant, et depuis l'origine, les Américains détiennent la réalité du pouvoir, et en laissent les apparences aux Européens. Souvent divisés entre eux, ceux-ci sont d'ailleurs bien en peine d'exercer un réel leadership.

Cet arrangement peu glorieux, mais confortable, n'est plus tenable. Comment justifier qu'ensemble, la Chine, l'Inde et le Brésil pèsent moins que l'Italie, les Pays-Bas et la Belgique ? Certes l'Europe compte encore beaucoup dans le PIB mondial (graphique). Mais nettement moins si l'on raisonne en parité de

pouvoir d'achat (PPA) pour éliminer l'effet des taux de change. Et sa part ne peut que rapidement décroître.

Une redistribution est rendue urgente par le fait que depuis les crises financières de 1997-98, les Asiatiques se méfient du FMI. Ils ont été humiliés par les leçons que l'organisation leur a alors prodiguées, la tiennent pour trop occidentale, et ont même songé à créer leur propre fonds asiatique. Or les Américains veulent aujourd'hui que les Chinois, qui financent massivement leur déficit extérieur, changent d'attitude à l'égard du FMI. Pour cela, il faut leur donner plus de pouvoir.

Le jeu s'engage. A Singapour, on se bornera à un ajustement symbolique, mais la partie va continuer, avec un rendez-vous en 2008 pour passer aux choses sérieuses. L'Europe a le choix entre deux stratégies : mener un combat d'arrière-garde, dans l'espoir de minimiser ses pertes jusqu'à la prochaine échéance ; ou prendre l'initiative de proposer une représentation unifiée de la zone euro, en revendiquant pour celle-ci un poids similaire à celui des Etats-Unis. Jouer le changement plutôt que de se le voir imposer, donc, et échanger un pouvoir apparent contre une influence réelle. En aura-t-elle le courage ?